



LA ROCHE SUR FORON

DEMANDE DE PERMIS DE CONSTRUIRE DEMANDE DE PERMIS DE DEMOLIR	Dossier n° :	PC07422426A0011
Déposée le : 30/03/2026 Avis de dépôt publié le : 30/03/2026	Complétée le :	01/04/2026, 17/05/2026, 25/05/2026, 27/05/2026,
Demandeur : SCI SAINTE-MARIE Représentée par : M.TROUSSIER Michel	Destination :	Construction d'une école primaire de 13 classes et d'une salle polyvalente
Demeurant : 86 faubourg Saint Bernard 74800 LA ROCHE-SUR-FORON	Surf. plancher créée :	+ 2 494 m ²
Terrain sis : 335 avenue des Voirons 74800 LA ROCHE SUR FORON	Réf. Cadastres :	BE-0035

ARRÊTÉ DU MAIRE

N°A2026-400

Le Maire de La Roche-sur-Foron,

Vu la demande de PERMIS DE CONSTRUIRE susvisée,
Vu le Code de l'Urbanisme, en particulier le livre IV relatif aux constructions, aménagements et démolitions,
Vu la loi n° 85-30 du 9 janvier 1985 relative au développement et à la protection de la montagne, et les articles L122-1 à L122-25, et R122-1 à R122-17 du code de l'urbanisme, modifié par la loi n°2016-1888 en date du 28 décembre 2016 relative à la modernisation, au développement et à la protection des territoires de montagne,
Vu le Plan Local d'Urbanisme de la Commune de la Roche-sur-Foron, approuvé par délibération du Conseil Municipal en date du 26 février 2020, modifié le 28 septembre 2022,
Vu le règlement de la zone UE du Plan Local d'Urbanisme,
Vu la délibération du Conseil Municipal de la ROCHE SUR FORON en date du 28 septembre 2011 instituant la taxe d'aménagement,
Vu l'autorisation de travaux n° AT 074.224. 26A0005 ayant fait l'objet d'un accord le 02 juin 2026 en vue de la création d'un établissement recevant du public au regard des règles de sécurité et d'accessibilité,
Vu l'avis du service gestionnaire du réseau d'assainissement de la Communauté de Communes du Pays Rochois en date du 27 avril 2026,
Vu l'avis du service communal gestionnaire du réseau d'eaux pluviales en date du 30 mars 2026,
Vu l'avis du service gestionnaire du réseau d'alimentation en eau potable de la Communauté de Communes du Pays Rochois en date du 27 avril 2026,
Vu l'avis du service communal gestionnaire de la défense incendie en date du 30 mars 2026,
Vu l'avis du service gestionnaire du réseau électrique ENEDIS – DR Alpes réputé favorable en date du 05 mai 2026,
Vu l'avis du service communal gestionnaire de la voirie en date du 30 mars 2026,
Vu l'avis favorable assorti de réserves du service gestionnaire des routes départementales C.E.R.D. en date du 05 juin 2026,

Vu les pièces complémentaires reçues en Mairie en date du 01 avril 2026,
Vu les pièces modificatives reçues en Mairie en date du 17 mai 2026, (ayant fait l'objet d'une majoration de délais),
Vu les pièces substitutives reçues en Mairie en date du 25 et 27 mai 2026, (n'ayant pas fait l'objet d'une majoration de délais),

ARRÊTE

Article 1 : Le permis de construire est **ACCORDÉ** pour le projet décrit dans la demande susvisée sous réserve du droit des tiers et des prescriptions énoncées aux articles suivants :

Article 2 : ENVIRONNEMENT

Les travaux ne peuvent être entrepris avant d'avoir exécuté l'ensemble des formalités et obtenue les autorisations nécessaires au titre de l'article rubrique 3.3.1.0. de la nomenclature IOTA annexée à l'article R214-1 du code de l'environnement et de l'article R*424-6 du code de l'urbanisme.

Article 3 : DEMOLITION

Le présent permis de construire autorise la démolition (article L451-1 du code de l'urbanisme) de modules Algecos, d'un mur et d'une dalle au pignon nord de l'aile nord du lycée.

En application de l'article R.452-1 du code de l'urbanisme, vous ne pouvez pas entreprendre les travaux de démolition avant la fin de 15 jours à compter de la date à laquelle vous avez reçu notification du présent arrêté.

Article 4 : EAUX USEES

Les prescriptions émises par le service gestionnaire du réseau d'assainissement de la Communauté de Communes du Pays Rochois seront strictement respectées, conformément à l'avis en date du 27 avril 2026 annexé au présent arrêté.

Article 5 : EAUX PLUVIALES

Les prescriptions émises par le service communal gestionnaire des eaux pluviales seront strictement respectées, conformément à l'avis en date du 30 mars 2026 au présent arrêté à savoir :

- Les différents éléments du dispositif de gestion des eaux pluviales devront être régulièrement entretenus dans les règles de l'art afin de ne pas altérer leur fonctionnement (risque de débordement).

Article 6 : EAU POTABLE et DEFENSE-INCENDIE

Les prescriptions émises par le service gestionnaire du réseau d'alimentation en eau potable de la Communauté de Communes du Pays Rochois, et du service gestionnaire de la défense incendie, seront strictement respectées, conformément aux avis en date du 27 avril 2026 et du 30 mars 2026 annexés au présent arrêté :

- **Eau potable** : le terrain est accessible au réseau d'eau potable (avis du 27 avril 2026).
- **Défense Incendie** : débit, pression et distance conformes (avis du 30 mars 2026)

Article 7 : ROUTE DEPARTEMENTALE

Les prescriptions émises par le service gestionnaire de la Route Départementale (RD2) seront strictement respectées, conformément à l'avis en date du 5 juin 2026 annexé au présent arrêté :

- Le Département attire l'attention du pétitionnaire sur le fait que sa propriété se situe à proximité d'une infrastructure susceptible de générer des nuisances sonores. Il appartient au pétitionnaire de se prémunir de se nuisances en prévoyant toutes les mesures en vigueur édictée par le code de la Construction.

Article 8 : VOIRIE-ACCES

L'accès existant depuis l'avenue des Voirons est conservé. Les prescriptions suivantes seront respectées :

- Aucun masque visuel de part et d'autre de l'accès (clôture, haie...) ne devra compromettre la visibilité,
- Le numéro de voirie sera : 335 Avenue des Voirons.

Article 9 : CONTRIBUTIONS EXIGIBLES

Le projet est soumis à la Taxe d'Aménagement (Taux communal de 5% et Taux départemental de 2.5%)

Le pétitionnaire déclarera les éléments nécessaires à leur calcul dans les 90 jours suivants la date d'achèvement des opérations imposables (www.impots.gouv.fr / Gérer mes biens immobiliers)

- **La taxe d'aménagement** est payée en 2 fractions égales après la délivrance du permis :

- 90 jours à compter de l'achèvement des travaux,
- puis au 6e mois après la première fraction,
- si son montant est inférieur à 1 500 €, elle n'est payée qu'en une seule fois (90 jours à compter de l'achèvement des travaux).

Pour les opérations de plus de 3 000 m²: Deux acomptes de taxe d'aménagement seront exigibles : le 9ème mois suivant l'autorisation à hauteur de 50 % et le 18ème mois suivant l'autorisation à hauteur de 35 %. Le pétitionnaire déclarera les éléments nécessaires au calcul des impositions avant le 7ème mois qui suit la délivrance de l'autorisation d'urbanisme.

- **La taxe d'archéologie préventive** est due en une seule fois 90 jours à compter de l'achèvement des travaux.

La taxe d'aménagement et la taxe d'archéologie préventive sont liquidées par la Direction générale des Finances publiques (DGFIP)

Arrêté publié le 22/06/26

En mairie, le 17 juin 2026
Nicolas ORSIER, Adjoint au Maire
Par délégation du Maire



NOTA BENE : L'attention du maître d'ouvrage est attirée sur le fait que le terrain est concerné par :

INFORMATION RISQUES :

- Carte nationale de l'aléa sismique : Risque de sismicité 4 aléa moyen.
- Carte nationale d'exposition au risque de retrait-gonflement des sols argileux : Retrait-gonflement des argiles-Faible (BRGM) (Pour la parcelle BE0035)
- Carte communale des aléas naturels : Aucune contrainte n'affecte le terrain

INFORMATIONS A LIRE ATTENTIVEMENT

ASSURANCE DOMMAGES-OUVRAGES : Elle doit être souscrite par la personne physique ou morale dont la responsabilité décennale peut être engagée, sur le fondement de la présomption établie par les articles 1792 et suivants du Code Civil, dans les conditions prévues par les articles L.241-1 et suivants du code des assurances.

DROIT DES TIERS : La présente décision est délivrée sous réserve du droit des tiers (obligations contractuelles, servitudes de droit privé telles que les servitudes de vue, d'ensoleillement, de mitoyenneté ou de passage, règles contractuelles figurant au cahier des charges du lotissement...) qu'il appartient au bénéficiaire de respecter.

Elle a pour objet de vérifier la conformité du projet aux règles et servitudes d'urbanisme. Elle n'a pas pour objet de vérifier que le projet respecte les autres réglementations et les règles de droit privé. Toute personne s'estimant lésée par la méconnaissance du droit de propriété ou d'autres dispositions de droit privé peut donc faire valoir ses droits en saisissant les tribunaux civils, même si l'autorisation respecte les règles d'urbanisme.

TRANSMISSION - COMMENCEMENT DES TRAVAUX : La présente autorisation sera transmise au représentant de l'État, sous quinzaine. Les travaux peuvent commencer dès que l'autorisation est exécutoire, c'est-à-dire à compter de cette transmission et de la notification au bénéficiaire.

AFFICHAGE : L'autorisation doit être affichée sur le terrain pendant toute la durée du chantier par les soins du bénéficiaire sur un panneau de plus de 80 centimètres visible depuis la voie publique. Il doit indiquer le nom du bénéficiaire, la date et le numéro de l'autorisation, la superficie du terrain, la superficie de plancher et la hauteur de la construction. Il mentionne que le dossier peut être consulté à la mairie de La Roche-sur-Foron et qu'un recours administratif ou contentieux d'un tiers contre cette autorisation doit être notifié sous peine d'irrecevabilité, à l'auteur de l'acte et à son bénéficiaire. Il est également affiché en mairie par les soins des services municipaux.

VALIDITÉ : L'autorisation est périmée si les travaux ne sont pas entrepris dans le délai de 3 ans à compter de sa notification, ou de la date à laquelle l'autorisation a été accordée tacitement. Il en est de même si, passé ce délai, les travaux sont interrompus pendant un délai supérieur à une année.

L'autorisation peut être prorogée, deux fois pour une durée d'un an, sur demande présentée deux mois avant l'expiration du délai de validité si les prescriptions d'urbanisme et les servitudes administratives de tous ordres, auxquelles est soumis le projet n'ont pas évolué (Article R.424-21 du Code de l'Urbanisme).

Vous devez formuler votre demande de prorogation sur papier libre, en joignant une copie de l'autorisation que vous souhaitez proroger. Votre demande en double exemplaires doit être soit adressée au maire par pli recommandé avec demande d'avis de réception postal, soit déposée contre décharge à la mairie.

DELAIS ET VOIES DE RECOURS :

Conformément à l'article R.421-1 du code de la justice administrative, la présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux, dans le délai de deux mois à compter de sa notification, devant le tribunal administratif de Grenoble 2 place de Verdun – boîte postale 1135 – 38022 Grenoble Cedex (Saisine possible par voie dématérialisée à l'adresse : www.telerecours.fr comprenant l'accès à « Télérecours citoyens »).

Conformément à l'article L. 600-12-2 du code de l'urbanisme, le délai d'introduction d'un recours gracieux ou d'un recours hiérarchique à l'encontre d'une décision relative à une autorisation d'urbanisme est d'un mois. Le silence gardé pendant plus de deux mois sur ce recours par l'autorité compétente vaut décision de rejet. Le délai de recours contentieux contre une décision mentionnée au premier alinéa n'est pas prorogé par l'exercice d'un recours gracieux ou d'un recours hiérarchique.



**LA ROCHE
SUR FORON**

La Roche-sur-Foron,
le 17 juin 2026

Affaire suivie par :

Véronique RAYMOND

Service urbanisme

☎ 04.50.25.14.61

responsable.urba@larochesurforon.fr

SCI SAINTE-MARIE

représentée par M. Michel TROUSSIER

86 faubourg Saint Bernard

74800 LA ROCHE-SUR-FORON

OBJET : Décision relative à votre demande de **PC n°PC07422426A0011**, déposée le 30/03/2026, complétée le 01/04/2026, 17/05/2026, 25 et 27/05/2026 sur un terrain sis 335 avenue des Voirons 74800 LA ROCHE SUR FORON.

Monsieur,

J'ai le plaisir de vous adresser ci-joint l'arrêté vous accordant le permis de construire cité en référence.

Pour contribuer aux archives de la ville, il est demandé de fournir un jeu de plan comprenant le plan masse, le plan réseau, la coupe et les façades en format papier A0 de l'autorisation délivrée.

Je vous demande de porter une attention particulière au respect des réserves contenues dans l'arrêté du permis de construire et particulièrement sur la nécessité de réaliser les études nécessaires pour déterminer si le projet impacte une zone humide et s'il est soumis à la loi sur l'eau prescrites à l'article 2 dudit arrêté qui relèvent entièrement de votre responsabilité.

Par ailleurs je vous rappelle les principales formalités à accomplir pour la bonne mise en œuvre de cette décision :

- Affichage sur le Terrain :

La mention du permis doit être affichée de manière visible de l'extérieur par vos soins, dès réception de la décision et pendant toute la durée du chantier.

- Transmission de la Déclaration d'Ouverture de Chantier (D.O.C.) :

L'imprimé de D.O.C doit être adressé en Mairie en deux exemplaires dès l'ouverture des travaux. Imprimé CERFA n°13407, version en vigueur disponible en téléchargement sur le lien suivant: <https://www.service-public.fr/particuliers/vosdroits/F1992>

- Transmission de la Déclaration attestant l'achèvement et la conformité des Travaux (D.A.A.C.T.) :

L'imprimé de D.A.A.C.T. doit, dès que les travaux seront achevés, être complété et signé par vos soins ou par l'architecte ou l'agréé en architecture s'ils ont dirigé les travaux. Imprimé CERFA n°13408, version en vigueur disponible en téléchargement sur le lien suivant : <https://www.service-public.fr/particuliers/vosdroits/F1997>

Il est adressé par pli recommandé avec demande d'avis de réception postal au Maire de la Commune ou déposé contre décharge à la Mairie. Il peut être transmis également par voie électronique (article R474.1 du Code de l'urbanisme) à l'accueil du service urbanisme: urba-accueil@larochesurforon.fr ou sur le Portail Usagers : <https://rgd.pu.sirap.com/074224/connexion>.

Enfin, je vous informe que la copie de l'arrêté valant accord au Permis de Construire (Articles L2131-1 et L2131-2 du code général des collectivités territoriales) a été transmise à Monsieur le Préfet le 22/06/2026

Veuillez agréer, Monsieur, l'expression de mes sentiments distingués.

Par délégation du Maire,
Nicolas ORSIER, Adjoint au Maire



Ville de La Roche-sur-Foron

1, Place de l'Hôtel de Ville
CS 10130

74805 La Roche-sur-Foron

Tél. : 04 50 25 90 00

Mail : mairie@larochesurforon.fr

www.larochesurforon.fr

